



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Normandie**

Unité bidépartementale Eure Orne  
1, avenue du Maréchal Foch CS 50021  
27020 Evreux Cedex

Évreux, le 21/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BRANGEON LOGISTIQUE**

10 RUE D ALEMBERT  
ZI DU CORMIER  
49300 CHOLET

Références : 173/2024/UBDEO/ERA/DB  
Code AIOT : 0005804685

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2024 dans l'établissement BRANGEON LOGISTIQUE implanté 10 RUE D ALEMBERT ZI DU CORMIER 49300 CHOLET. L'inspection a été annoncée le 12/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action régionale 2024 de l'inspection des installations classées portant sur la vérification des installations électriques.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BRANGEON LOGISTIQUE
- 10 RUE D ALEMBERT ZI DU CORMIER 49300 CHOLET
- Code AIOT : 0005804685

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Brangeon Transports et logistique, filiale du groupe Brangeon, exploite une plateforme logistique sur la commune de Saint Maclou (27). Les installations relèvent du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2791, 2713, 2714, 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et de la déclaration au titre des rubriques 1435, 1532, 2171, 2663, 2711, 2715 et 4801.

#### Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

### 2) Constats

#### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté des non-conformités (détaillées dans les fiches de constats ci-après).

L'exploitant a mis en place des actions correctives de remise en conformité selon un délai court.

Un nouveau contrôle des installations électriques par la société Socotec est planifié vers le 13 mai 2024.

**-> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier des actions correctives demandées (détaillées dans les fiches de constats ci-après) sous 3 mois maximum.**

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques»  ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.  ...
<b>Constats :</b>  La vérification des installations électriques a été réalisée en novembre 2023 par la société Socotec. La précédente vérification a été réalisée en novembre 2022. La périodicité annuelle est donc respectée.  Un contrôle par thermographie infrarouge est réalisé annuellement (voir photo n°6 de l'annexe 1).  L'exploitant a présenté en séance l'attestation Q18. Elle mentionne une vérification complète des installations électriques, tandis que le rapport de vérification détaillé mentionne des limites d'intervention (voir photos n°2 et 4).  L'exploitant a présenté en séance le rapport de vérification détaillé des installations électriques en date du 20 novembre 2023 (voir photo n°1).  L'exploitant dispose d'une évaluation du risque explosion (voir photo n°7). L'attestation Q18 ne mentionne pas la prise en compte, ou non, du zonage ATEX dans l'opération de contrôle des installations électriques (voir photo n°3). Le rapport de vérification détaillé mentionne l'absence de mise à disposition du document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE).  L'exploitant informe de l'ouverture d'un litige auprès de la société Socotec : le contrôleur de la société Socotec est intervenu sans être accompagné durant l'intervention. L'intervention a duré une demi-journée, au lieu de deux jours nécessaires. Le rapport de vérification des installations électriques contient des observations portant sur des écarts qui ont été traitées. Le contenu du rapport est donc un "copier-coller" du précédent rapport. 100% des observations ont déjà été signalées. L'exploitant a constaté des non-conformités qui n'apparaissent pas dans le dernier rapport de contrôle (voir photo n°15).  <b>-&gt; L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur le caractère incohérent et inexploitable du contrôle des installations électriques.</b>  A l'issue de la visite d'inspection, l'exploitant a informé par courriel du 12 avril 2024 de la planification d'un nouveau contrôle des installations électriques par la société Socotec à l'issue de

travaux de remise en conformité réalisés par un électricien, soit vers le 13 mai 2024.
-> L'inspection des installations classées prend acte des actions correctives et de la planification d'un nouveau contrôle des installations électriques par la société Socotec vers le 13 mai 2024.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>=&gt; Demande n°1 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant que des dispositions soient prises pour justifier d'un nouveau contrôle des installations électriques <u>sous 3 mois maximum</u>.</p> <p>Des éléments justificatifs sont à transmettre à l'inspection des installations classées sous un délai de trois mois maximum. Dans l'hypothèse où l'action corrective n'a pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques»</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle des installations électriques comporte des limites de vérification (voir photo n°2 de l'annexe 1). Elles portent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le contrôle de disjoncteurs différentiels (établissement en exploitation),</li> <li>- le contrôle d'équipements ou locaux repérés par le sigle NIVI et d'éclairage en hauteur (inaccessibles faute de moyens)),</li> <li>- la vérification de cellule haute tension (faute de personnel accompagnant habilité à la manœuvre).</li> </ul> <p>L'exploitant informe du contrôle du poste de livraison haute tension (HT) tous les 3 ans.</p> <p>L'attestation Q18 mentionne une vérification complète des installations électriques (voir photo n°4 de l'annexe 1), bien que le rapport de vérification détaillé mentionne des limites d'intervention.</p>

-> L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant: les limites d'intervention ne garantissent pas le caractère complet du contrôle des installations électriques. Il est nécessaire d'analyser leur pertinence et de planifier avec le temps la vérification des installations électriques non contrôlées. Compte-tenu des limites d'intervention, l'attestation Q18 ne peut conclure à la vérification complète des installations électriques.

A l'issue de la visite d'inspection, l'exploitant a informé par courriel du 12 avril 2024 de la planification d'un nouveau contrôle des installations électriques par la société Socotec vers le 13 mai 2024 intégrant les zones "inaccessibles".

-> L'inspection des installations classées prend acte des actions correctives et de la planification d'un nouveau contrôle des installations électriques par la société Socotec vers le 13 mai 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

=> Demande n°2 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant que des dispositions soient prises pour justifier de l'analyse du caractère pertinent des limites d'intervention relevées dans le rapport de vérification, de la planification de la vérification des installations électriques non contrôlées et de la fourniture d'une attestation Q18 cohérente.

Des éléments justificatifs sont à transmettre à l'inspection des installations classées sous un délai de trois mois maximum. Dans l'hypothèse où l'action corrective n'a pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des installations électriques

**Prescription contrôlée :**

A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.

**Constats :**

L'inspection des installations classées a constaté en séance (voir photo n°5) la persistance de non-conformités depuis 2020, et donc de l'absence de plan d'action associé dans un délai "raisonnable" :

- 3 non-conformités récurrentes depuis 2020,
- 1 non-conformité récurrente depuis 2021,
- 1 non-conformité en 2023.

-> L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de mettre en place un plan d'action hiérarchisé afin de justifier qu'un suivi des non-conformités est réalisé, que les non-conformités sont hiérarchisées selon la gravité, qu'à chaque non-conformité est

planifiée une intervention selon un délai "raisonnable", du suivi de la levée des non-conformités électriques (tableau de suivi des non-conformités, justificatifs de travaux présentés, mentions portées directement sur le rapport...).

L'exploitant a informé en séance du fait qu'un électricien est intervenu afin d'établir un devis de remise en conformité. L'électricien a constaté des incohérences confirmant le caractère inexploitable du rapport de contrôle des installations électriques (voir le point de contrôle n°1). L'intervention est planifiée courant avril 2024.

A l'issue de la visite d'inspection, l'exploitant a informé par courriels des 9, 10, 12 et 19 avril 2024 des actions en cours pour une résolution vers le 13 mai 2024. Il a également communiqué deux devis de remise en conformité :

- devis Maxime COUSTHAM n°00512 du 8 avril 2024 d'un montant de 5908,80 €,
- devis complémentaire Maxime COUSTHAM n°00517 du 19 avril 2024 d'un montant de 3882 €.

Par courriel du 12 avril 2024, l'exploitant informe de la planification d'un nouveau contrôle des installations électriques par la société Socotec vers le 13 mai 2024 intégrant la levée des non-conformités.

-> L'inspection des installations classées prend acte des actions correctives et de la planification d'un nouveau contrôle des installations électriques par la société Socotec vers le 13 mai 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

=> Demande n°3 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant que des dispositions soient prises pour d'une part mettre en place un plan d'action hiérarchisé et d'autre part justifier de la levée des non-conformités électriques.

Des éléments justificatifs sont à transmettre à l'inspection des installations classées sous un délai de trois mois maximum. Dans l'hypothèse où l'action corrective n'a pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des installations électriques

**Prescription contrôlée :**

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

**Constats :**

L'exploitant a présenté en séance une évaluation du risque explosion en date du 15 février 2011 (voir photo n°7).

Le rapport de vérification détaillé mentionne l'absence de mise à disposition du document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) (voir photo n°8).

L'attestation Q18 ne mentionne pas la prise en compte, ou non, du zonage ATEX (voir photo n°3) dans le contrôle des installations électriques.

**-> L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur l'incohérence suivante : l'exploitant dispose d'une évaluation du risque ATEX tandis que l'organisme de contrôle Socotec déclare dans l'attestation Q18 ne pas avoir reçu de l'exploitant le zonage des risques d'explosion.**

A l'issue de la visite d'inspection, l'exploitant a informé par courriel du 12 avril 2024 de la planification d'un nouveau contrôle des installations électriques par la société Socotec vers le 13 mai 2024.

**-> L'inspection des installations classées prend acte des actions correctives et de la planification d'un nouveau contrôle des installations électriques par la société Socotec vers le 13 mai 2024.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**=> Demande n°4 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant que des dispositions soient prises justifier de la réception et de la prise en compte du zonage des risques d'explosion au sein de l'attestation Q18 et du rapport de contrôle des installations électriques.**

**Des éléments justificatifs sont à transmettre à l'inspection des installations classées sous un délai de trois mois maximum. Dans l'hypothèse où l'action corrective n'a pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.**

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant**

**Proposition de délais : 3 mois**

#### **N° 5 : Etat général visuel des installations électriques**

**Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66**

**Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques**

**Prescription contrôlée :**

A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »

...

Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

...

**Constats :**



Au cours de la visite in-situ, l'exploitant informe d'une non-conformité **non relevée par l'organisme en charge du contrôle** : présence de câbles nus dans armoire électrique (voir photo n°15). L'exploitant informe du fait que l'électricien a confirmé que les câbles ne sont pas alimentés électriquement.

Au cours de la visite, l'inspection des installations classées constate :

- le risque ATEX **n'est pas matérialisé** au niveau du local de charge (voir photo n°9),
- le risque ATEX est matérialisé au niveau du silo (voir photo n°10),
- **l'empoussièrement du silo dit "basculeur"**(voir photos n°11 à 14),
- le dépoussiéreur Donaldson Torit DCE est certifié ATEX (voir photo n°12),
- **l'empoussièrement du moteur électrique d'un élévateur. L'adéquation du moteur électrique n'a pas été constatée** (voir photo n°13 et 14).

L'exploitant a informé en séance d'un volume d'activité inhabituel ayant entraîné un empoussièrement important.

A l'issue de la visite d'inspection, l'exploitant a informé par courriel du 12 avril 2024 de la planification d'un nouveau contrôle des installations électriques par la société Socotec vers le 13 mai 2024. Il a également informé ou justifié par courriel du 14 avril 2024 :

- de la formation du personnel au risque explosif,
- du dépoussiérage du silo dit "basculeur", notamment à l'aide de photos,
- d'un plan d'entretien dans le cadre d'une certification GMP+,
- de l'adaptation du programme d'entretien au volume traité, plutôt qu'à la semaine,
- d'actions préventives de maintenance et sécurité (remplacement de têtes d'élévateur et motoréducteur),
- du contrôle et du nettoyage de l'aspiration, ainsi que de la planification du changement des manches,
- du dépoussiérage et du changement des filtres des armoires électriques tous les 6 mois,
- de la traçabilité des dysfonctionnements et des actions mises en place.

-> L'inspection des installations classées prend acte des actions correctives et attire l'attention de l'exploitant sur :

- la nécessité d'afficher les consignes et de matérialiser la zone à risque d'explosion au niveau du local de charge. Les mesures techniques et organisationnelles à mettre en place sont normalement contenues dans le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE),
- la nécessité de contrôler l'adéquation des équipements électriques aux zones à risque d'explosion, en lien avec l'étude d'adéquation contenue dans le DRPCE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Demande n°5 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant que des dispositions soient prises pour justifier :

- de l'affichage des consignes et de la matérialisation de la zone à risque d'explosion au niveau du local de charge,
- du contrôle de l'adéquation des équipements électriques aux zones à risque d'explosion en lien avec l'étude d'adéquation contenue dans le DRPCE.

Des éléments justificatifs sont à transmettre à l'inspection des installations classées sous un délai de trois mois maximum. Dans l'hypothèse où l'action corrective n'a pas été réalisée ou justifiée

dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois